

## CONSTRUCTION DE L'ESPACE MÉDITERRANÉEN

## Zerhouni plaide pour la libre circulation des personnes

*Du projet européen de construction méditerranéenne, Yazid Zerhouni garde toujours une appréciation négative. Il demeure du moins sceptique quant au bien-fondé de la démarche. Pour lui, l'équation est simple : on ne peut prétendre à la constitution de l'espace méditerranéen, tant que les citoyens de ce même espace ne peuvent y circuler librement.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, invité dimanche matin de la rédaction de la Radio nationale Chaîne III, a souligné précisément que les procédures de délivrance de visas restent, bien qu'allégées par endroits, inadéquates avec les aspirations à construire l'espace méditerranéen.

La problématique ainsi posée par Yazid Zerhouni n'est pas nouvelle. Elle a l'âge des tentatives multiples des pays du pourtour méditerranéen d'insuffler une vie prospère à leur espace commun. Et c'est donc tout naturellement que la question s'est retrouvée au menu de la Conférence des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée occidentale (CIMO) qui s'est tenue la dernière semaine de novembre à Venise, en Italie. Cette conférence,

la 14<sup>e</sup> du genre, s'est penchée, devait rappeler Zerhouni, sur, entre autres préoccupations, la libre circulation des personnes et la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme. L'Algérie, en tout cas, s'est particulièrement intéressée à débattre de ces deux questions. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui a représenté l'Algérie à cette conférence des 5+5, s'est rendu à Venise pour plaider la libre circulation des personnes dans le Bassin méditerranéen, sans quoi la construction échafaudée n'aura pas de sens.

«Comment constituer un espace méditerranéen si les citoyens ne peuvent pas y circuler librement ?» s'est-il interrogé comme pour souligner l'impératif pour l'Europe de concevoir autrement son voisinage avec la rive sud de la Méditerranée.



Photos : Samir Sid

hier matin, Yazid Zerhouni n'a pas informé sur l'attitude de l'Europe face à cette doléance nécessairement commune aux pays de la rive sud de la Méditerranée. On ne peut préjuger de sa disposition à le dire ou ne pas le dire. La consœur qui l'a soumis à la question n'a pas jugé utile de l'inviter à davantage de précisions. En revanche, elle s'est singulièrement intéressée à sa déclara-

tion, en marge de la conférence, et à travers laquelle il a affirmé que parallèlement à lutte policière contre le terrorisme, il faut traiter sa matrice idéologique. Qu'entendait-il par matrice idéologique ?

En fait, tout élément susceptible de nourrir l'intégrisme et le radicalisme islamistes. Zerhouni pense aussi bien aux interprétations erronées des préceptes de l'Islam qu'au

reste des facteurs exogènes qui «ajoutent de l'eau au moulin de l'intégrisme». Zerhouni cite, pour l'exemple, la glorification, en Europe, des particularismes nationaux. Inéluctablement, il a eu à s'appesantir sur les deux actualités immédiates que sont le débat sur l'identité en France et l'interdiction de l'élévation de minarets en Suisse.

Le ministre de l'Intérieur n'a pas évacué le risque de voir l'islamophobie reprendre racine autour de ces débats en cours en France et en Suisse, voire dans toute l'Europe. «Les débats sur les minarets et sur l'identité nationale en Europe apportent de l'eau au moulin des extrémismes et des radicalismes», a affirmé M. Zerhouni qui a dit craindre que ce genre de débat n'alimente les thèses terroristes. Pour le ministre de l'Intérieur, les propos en Europe qui glorifient les particularismes identitaires risquent d'alimenter les extrémismes culturels et religieux. «Quand on se laisse aller à des commentaires encourageant l'islamophobie, on apporte de l'eau au moulin de ceux qui utilisent l'Islam pour justifier des actions violentes, mais qui sont loin de représenter cette religion de tolérance», a encore affirmé Zerhouni qui, tout de même, reconnaît que ces dérives occidentales compliquent, ici, la lutte contre le terrorisme.

S. A. I.

**Contrairement au reste des invités de la rédaction de la Chaîne III, Yazid Zerhouni n'a pas épuisé le temps d'antenne imparti à l'émission. L'animatrice n'a pas repris le ministre après l'entracte habituel. Zerhouni a-t-il écourté sa prestation pour cause d'engagement par ailleurs ou s'est-il simplement soustrait à l'évocation de quelques autres préoccupations nationales gênantes ?**

S. A. I.

## LOI DE FINANCES 2010

## Djoudi veut convaincre les sénateurs

*En dépit de la baisse actuelle des recettes, dans le sillage du recul des cours mondiaux du pétrole, l'Etat entend poursuivre ses efforts visant à conforter sa politique sociale, la lutte contre le chômage et une croissance économique forte. A ce titre, les éléments cadres de la loi de finances 2010 reposent sur un taux de croissance du PIB de 4 % (5,5 % hors hydrocarbures), un prix moyen du baril de pétrole de 37 dollars, un taux d'inflation de 3,5 % et un volume d'importation de 37 milliards de dollars.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre des Finances, M. Karim Djoudi, lors de la présentation devant les parlementaires de la Chambre haute du texte de loi

de finances et du budget pour 2010. A ce propos, le grand argentier du pays a confirmé «la volonté de l'Etat de poursuivre ses efforts en matière de politique sociale et de lutte contre le chômage, ainsi que

d'encourager l'investissement économique». Il dira, à ce sujet, qu'en matière de politique sociale, une enveloppe de près de 1 000 milliards de dinars a été mobilisée par l'Etat et sera ventilée, à titre de subventions, au profit des établissements hospitaliers, du Fonds de réserve des retraites, des pensions de retraite et petites pensions, ainsi que pour le soutien des prix des céréales, du lait et de l'eau et des coûts de transport des marchandises. Le texte de



loi prévoit également près de 1 600 milliards de dinars pour le fonctionnement des services de l'Etat, dont 925 milliards pour les dépenses salariales, 230 milliards pour les incidences de l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) à 15 000 DA et la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires, le reste étant affecté, notamment, au budget de fonctionnement des services et aux subventions aux communes à travers le Fonds

commun des collectivités locales. Sur un autre plan, le texte préliminaire de la commission des finances du Sénat a fait état de la séance des questions-réponses des parlementaires avec M. Djoudi.

A ce titre, il est indiqué qu'une dizaine des questions ont été formulées à l'intention du ministre qui, dans ce cadre, a confirmé les propos tenus lors de son passage devant les parlementaires de la Chambre basse.

A. B.

## KIDNAPPING «DIPLOMATIQUE»

M<sup>e</sup> Benbraham accuse

*Les vols d'enfants pour adoption directe, les kidnappings pour un commerce d'organes, les enlèvements politiques, la déportation d'enfants sont autant de fléaux qui gangrènent le monde. En Algérie, le phénomène prend de l'ampleur depuis quelques années et sous toutes ses formes.*

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Le kidnapping d'enfants issus de mariages mixtes a été qualifié par M<sup>e</sup> Fatma-Zohra Benbraham d'enlèvement «diplomatique».

«C'est un grand malheur qui s'abat sur notre société», a-t-elle lancé, hier à Alger.

Pour elle, ce type d'enlèvement constitue un problème d'une grande dangerosité. C'est ainsi qu'elle a lancé un appel aux autorités pour intervenir en la matière. L'histoire de la petite Safia a été passée en revue une seconde fois. M<sup>e</sup> Benbraham estime qu'il y a eu un enlèvement pour une simple question de garde d'enfant. Et de s'interroger : «Pourquoi notre justice a-t-elle été complaisante dans cette affaire ? Pourquoi cache-t-on autant de vérités ? De quoi a-t-on peur ?». Et de souligner que Safia doit revenir en Algérie. Un autre cas a été évoqué. Il s'agit du petit

Rayane, un enfant issu d'un père algérien et d'une mère danoise. Les parents séparés, le petit Rayane «a été enlevé à la sortie de l'école par l'ambassadeur du Danemark, avec la complicité de sa mère», explique-t-elle.

Actuellement, poursuit-elle, «l'enfant est en compagnie de sa mère, à l'église Saint-Augustin d'Annaba. Ils ont essayé de quitter l'Algérie avec une complicité d'ici, chez nous, mais grâce à la vigilance de la police, ils ont été refoulés aux frontières».

Selon elle, un ambassadeur est censé établir des relations d'amitié entre son pays et

le pays d'accueil et non pas s'impliquer dans des kidnappings. «En vertu de quoi un ambassadeur piétine-t-il les lois d'un pays ?», s'interroge M<sup>e</sup> Benbraham.

Elle s'est également étalée sur des cas où l'enlèvement diplomatique a eu lieu et sur d'autres où le risque de ce type d'enlèvement n'est pas écarté. «Les menaces et les intimidations sont le quotidien de ces parents algériens», dit-elle.

Afin d'atteindre leurs objectifs, elle assure que certaines ambassades recrutent des «chasseurs de tête». Ces derniers, selon elle, servent d'indi-

cateurs et assurent la mission de collecte d'informations sur les enfants «ciblés».

Présentant son témoignage, un parent dont l'enfant, selon ses dires, risque d'être kidnappé par les services de l'ambassade du pays de son ex-femme, a qualifié les agissements et les réactions de ces deniers de procédés «mafieux». M<sup>e</sup> Benbraham a assuré, sur un air sévère, que le genre d'affaires similaires à celle de la petite Safia n'est pas clos.

«Il y a des centaines de petites Safia et de petits Rayane qui se répèteront un peu partout à travers le territoi-

re national», a-t-elle averti. Et de lancer un appel au président de la République pour qu'il intervienne à l'effet de mettre fin au calvaire des parents concernés, avant d'ajouter : «J'ai décidé de porter plainte contre l'ambassadeur du Danemark en Algérie pour enlèvement et séquestration. Je compte même porter la plainte au niveau international».

Par ailleurs, M<sup>e</sup> Benbraham annonce la création de l'association «SOS enfants d'Algérie en danger», qui traitera de tous les cas enregistrés à travers le territoire national.

R. N.